

SÉNAT DE BELGIQUE

2^e SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1936

ET

SESSION ORDINAIRE DE 1936-1937

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

A

Abatage forcé de certains bovidés : Suppression de la taxe forfaitaire. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts indirects : Taxe de transmission.

Accidents du travail. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Accises. — *Voir* : IMPÔTS : Douanes et accises.

Actes judiciaires : Régime fiscal. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts indirects : Enregistrement.

Administrateurs de caisses ou de deniers publics. — *Voir* : PROCÉDURE CIVILE : Saisies-arrêts.

Aéronautique. — *Voir* : TRANSPORTS : Navigation aérienne.

Affaires étrangères.

ALLEMAGNE. — *Voir plus loin* : FRONTIÈRE : Belgique-Allemagne.

COMMERCE.

Tchécoslovaquie. — Projet de loi approuvant l'avenant au Traité de commerce entre la République tchécoslovaque et l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise, du 28 décembre 1925, signé à Prague, le 4 décembre 1935.

S. 1936-1937 n° 222 : Rapport de M. Volckaert.

EGYPTE.

Projet de loi approuvant la Convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte, signée à Montreux, le 8 mai 1937.

S. 1936-1937 n° 231 : Projet du Gouvernement.

— — n° 238 : Rapport de M. le comte Lippens.

ESPAGNE.

Enrôlement et recrutement de volontaires. — *Voir* : a) ARMÉE : Milice; b) DROIT PÉNAL : Enrôlement et recrutement.

FRONTIÈRES.

Belgique-Allemagne. — Projet de loi approuvant le Traité conclu entre le Royaume de Belgique et le Reich allemand, relatif à un échange de territoire à la frontière belgo-allemande, qui a été signé à Aix-la-Chapelle, le 10 mai 1935, ainsi que l'Arrangement additionnel à l'Arrangement concernant la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne, du 7 novembre 1929, et le Protocole, signé le même jour.

S. 1936-1937 n° 234 : Rapport de M. Leyniers.

Ruanda-Urundi-Tanganyika. — Projet de loi approuvant le Traité signé à Londres, le 22 novembre 1934 et modifiant la frontière entre le territoire du Ruanda-Urundi et celui du Tanganyika.

S. 1936-1937 n° 220 : Rapport de M. Volckaert.

HYGIÈNE.

Projet de loi approuvant : 1^o la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, avec déclaration-annexe; 2^o la Convention internationale concernant le transit des animaux, viandes et des autres produits d'origine animale; 3^o la Convention internationale concernant l'exportation et l'importation des produits d'origine animale (autres que les viandes, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait.)

S. 1936-1937 n^o 217 : Rapport de M. Mullie.

MARINE.

Conventions. — Projet de loi approuvant les conventions concernant le minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers de la marine marchande, les congés annuels payés des marins, la durée du travail à bord des navires et les effectifs, les obligations des armateurs en cas de maladie, d'accident ou de décès des gens de mer, ainsi que la Convention concernant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de ses XXI^e et XXII^e sessions, tenues à Genève, du 6 au 24 octobre 1936.

S. 1936-1937, n^o 272 : Projet du Gouvernement.

RÉFUGIÉS.

Projet de loi approuvant la Convention de Genève, du 28 octobre 1933, relative au Statut international des Réfugiés.

S. 1936-1937, n^o 264 : Rapport de M. Rolin.

TCHÉCOSLOVAQUIE. — *Voir plus haut* : COMMERCE.

TRAITÉS DE COMMERCE. — *Voir plus haut* : COMMERCE.

TRAVAIL.

Durée du travail. — Projet de loi portant approbation de la Convention internationale concernant la durée du travail dans les verreries à vitres automatiques, adoptée à Genève, le 21 juin 1934, par la Conférence internationale du Travail.

S. 1936-1937, n^o 221 : Rapport de M. Volekaert.

Salaires minima. — Projet de loi approuvant la Convention concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima, adoptée par la Conférence internationale du Travail au cours de sa II^e session, tenue à Genève, du 30 mai au 16 juin 1928.

S. 1936-1937, n^o 223 : Rapport de M. Doutrepont.

Travail des femmes. — Projet de loi approuvant la Convention internationale concernant l'emploi des femmes aux travaux souterrains dans les mines de toutes catégories, adoptée à Genève, le 21 juin 1935, par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 19^e session.

S. 1936-1937, n^o 218 : Rapport de M. Van Roosbroeck.

Travail de nuit des femmes. — Projet de loi approuvant la Convention internationale concernant le travail de nuit des femmes, adoptée à Genève, le 19 juin 1934, par la Conférence internationale du Travail, au cours de sa 18^e session.

S. 1936-1937, n^o 219 : Rapport de M. Van Roosbroeck.

Agriculture et horticulture.

AGRICULTURE.

Abatage d'urgence de certains bovidés : Suppression de la taxe. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts indirects : Taxe de transmission.

LAIT. — *Voir* : 1^o ALIMENTATION ET RAVITAILLEMENT; 2^o AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Hygiène.

Alcool.

BOISSONS FERMENTÉES ET ALCOOLISÉES. — *Voir* : IMPÔTS : Douanes et accises.

DÉBITS DE BOISSONS.

Proposition de loi portant limitation temporaire du nombre de débits de boissons fermentées à consommer sur place et des débits en détail de boissons spiritueuses.

S. 1936-1937, n° 240 : Rapport de M. Volckaert sur la recevabilité.

— — — n° 243 : Proposition de M^{lle} Baers.

— — — n° 266 : Rapport de M. Rolin.

PROTECTION CONTRE L'ALCOOLISME.

Projet de loi de protection contre l'alcoolisme.

S. 1936-1937, n° 161 : Rapport complémentaire de M. Legrand.

TAXE DE CONSOMMATION. — *Voir* : IMPÔTS : Douanes et accises : Alcool.

Alimentation et ravitaillement.

GRAISSES ALIMENTAIRES.

Projet de loi relatif à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées.

S. 1936-1937, n° 143 : Projet du Gouvernement.

— — — n° 145 : Rapport de M. De Boodt.

— — — n° 146 : Amendement du Gouvernement.

Projet de loi portant modification à la loi du 26 mars 1937, relative à la production et au commerce des margarines, oléo-margarines et graisses alimentaires préparées.

S. 1936-1937, n° 241 : Projet du Gouvernement.

— — — n° 248 : Rapport de M. De Boodt.

LAIT ET SES DÉRIVÉS.

Voir aussi : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Hygiène.

Office national. — Projet de loi relatif à la création d'un Office national du Lait et ses dérivés.

S. 1936-1937, n° 257 : Projet du Gouvernement.

Allemagne. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Frontières : Belgique-Allemagne.

Allocations familiales. — *Voir* : TRAVAIL.

Amnistie.

AMNISTIE FISCALE.

Voir aussi : IMPÔTS : Impôts directs : Prescription en matière fiscale.

Projet de loi relatif à l'amnistie fiscale.

S. 1936-1937, n° 158 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — — n° 175 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

AMNISTIE EN FAVEUR DES MILITAIRES.

Projet de loi modifiant et étendant les lois d'amnistie du 28 août 1919, du 31 octobre 1919 et du 28 juin 1921.

S. 1936-1937, n° 255 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

AMNISTIE POLITIQUE.

Projet de loi amnistiant certains crimes et délits commis entre le 4 août 1914 et le 4 août 1919.

S. 1936-1937, n° 247 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — — n° 260 : Rapport de M. Van Eyndonek.

CHÔMEURS.

Proposition de loi accordant l'amnistie à certains chômeurs frappés de sanctions en vertu des lois et règlements en vigueur relatifs à l'assurance contre le chômage involontaire.

S. 1936-1937, n° 267 : Rapport de M. Demoulin sur la recevabilité.

— — — n° 287 : Proposition de M. Moulin.

A.N.I.C. — *Voir* : GUERRE : Dommages de guerre.

Architecte (Titre et profession d'). — *Voir* : DROIT PÉNAL : Titres professionnels : Protection.

Armée.**AVANCEMENT.**

Chefs de musique. — Projet de loi portant modification à la loi du 28 juillet 1922, modifiée par la loi du 13 juillet 1934 relative à l'avancement des chefs de musique.

S. 1936-1937, n° 210 : Rapport de M. Nèves.

CADRES.

Projet de loi des cadres, en officiers, de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie.

S. 1936-1937, n° 261 : Rapport de M. Crokaert.

CHAMPS DE MANŒUVRES.

Proposition de loi abrogeant le Décret impérial du 15 octobre 1810 concernant les champs de manœuvres.

S. 1936-1937, n° 67 : Rapport de M. F. Demets sur la recevabilité.

— — n° 73 : Proposition de M. Misson.

CHEVRONS DE FRONT.

Proposition de loi abrogeant l'article 3, 9°, de la loi du 23 mars 1932, établissant des mesures temporaires destinées à maintenir l'équilibre budgétaire.

S. 1936-1937, n° 19 : Rapport de M. Logen sur la recevabilité.

— — n° 25 : Proposition de M. Boon.

COMBATTANTS. — Voir : 1° plus haut : Chevrons de front ; 2° PENSIONS : Pensions militaires.

CONTINGENT.

Projet de loi fixant le contingent pour 1937.

S. 1936-1937, n° 89 : Rapport de M. Demets.

DÉFENSE DU TERRITOIRE.

Projet de loi attribuant au Roi le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mobilisation de la Nation et la protection de la population en cas de guerre.

S. 1936-1937, n° 197 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 246 : Rapport de M. Olyff.

MILICE.

Mesures de sécurité. — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1936-1937, n° 40 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 42 : Rapport de M. Crokaert.

Recrutement de volontaires belges pour une armée étrangère. — Projet de loi complétant les lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

S. 1936-1937, n° 92 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 105 : Rapport de M. Hanquet.

Voir aussi : DROIT PÉNAL : Enrôlement et recrutement de volontaires pour l'Espagne.

OFFICIERS. — Voir plus haut : CADRES.

PENSIONS MILITAIRES. — Voir : PENSIONS.

SERVICE EFFECTUÉ PAR DES BELGES DANS UNE ARMÉE ALLIÉE. — Voir : PENSIONS : Pensions militaires.

Art de guérir.**ORDRE DES MÉDECINS.**

Projet de loi portant création de l'Ordre des Médecins.

S. 1936-1937, n° 200 : Projet du Gouvernement.

ORDRE DES PHARMACIENS.

Projet de loi créant l'Ordre des Pharmaciens.

S. 1936-1937, n° 226 : Projet du Gouvernement.

ORDRE DES PROFESSIONS MÉDICALES.

Proposition de loi portant création d'un Ordre des professions médicales.

S. 1936-1937, n° 181 : Rapport de M. Dewals sur la recevabilité.

— — n° 194 : Proposition de M. Gravez.

Assistance publique.

LOI ORGANIQUE.

Modifications. — Projet de loi apportant des modifications à la loi organique du 10 mars 1925, ainsi qu'à la loi du 27 novembre 1891 sur l'Assistance publique.

S. 1936-1937, n° 121 : Projet du Gouvernement.

— — n° 229 : Amendements du Gouvernement.

Association nationale des industriels et commerçants pour la réparation des dommages de guerre. — Voir : GUERRE : Dommages de guerre.**Assurances sociales.**

ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Proposition de loi portant révision des alinéas 2, 3, 6 et 7 de l'article 3 des lois coordonnées sur la réparation des accidents du travail.

S. 1936-1937, n° 148 : Rapport de M. Roland.

ESTROPIÉS ET MUTILÉS.

Office et Fonds spécial en faveur des estropiés et des mutilés. — Projet de loi portant modification de l'arrêté du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1^{er} décembre 1928 qui portait création d'un Office et d'un Fonds spécial en faveur des estropiés et des mutilés.

S. 1936-1937, n° 196 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 205 : Rapport de M. Moulin.

Projet de loi abrogeant l'article 5 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 relatif aux allocations accordées en faveur des estropiés et mutilés et déterminant : 1^o les primes à allouer, en matière d'habitations à bon marché, à charge du Fonds spécial créé en exécution de l'article 7 de la loi du 5 octobre 1928 et indiquant les ressources qui alimentent ce Fonds; 2^o le mode de placement des disponibilités du Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles. (Ces dispositions formaient les articles 2, 3 et 4 du budget du Travail et de la Prévoyance sociale pour 1937 et en ont été disjointes par décision de la Chambre.)

S. 1936-1937, n° 33 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 58 : Rapport de M. Moulin.

MARINS.

Voir aussi : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Marine.

Agents du service de sauvetage : Pension. (Disposition disjointe du budget des pensions.) — Voir : PENSIONS : Pensions diverses.

OUVRIERS MINEURS.

Pensions des ouvriers mineurs : Disposition disjointe du budget des pensions. — Voir : PENSIONS : Pensions diverses.*Retraite.* — Projet de loi apportant des modifications à la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs.

S. 1936-1937, n° 277 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 278 : Rapport de M. Van Laerhoven.

PRESCRIPTION.

Projet de loi portant prescription exceptionnelle en matière sociale.

S. 1936-1937, n° 270 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 282 : Rapport de M. Lohest.

VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ.

Projet de loi relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

S. 1936-1937, n° 276 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 289 : Rapport de M. J.-J. De Clercq.

Majoration gratuite : Abrogation. (Disposition disjointe du budget des pensions.) — Voir :

PENSIONS : Pensions diverses.

Athénées de l'Etat. — *Voir :* ENSEIGNEMENT : Enseignement moyen.

Attentat aux mœurs. — *Voir :* DROIT PÉNAL : Bonnes mœurs.

Avancement des chefs de musique. — *Voir :* ARMÉE : Avancement.

Avocats. — *Voir :* ORGANISATION JUDICIAIRE : Barreau.

B

Bail. — *Voir :* DROIT CIVIL.

Barreau. — *Voir :* ORGANISATION JUDICIAIRE.

Baux commerciaux. — *Voir :* DROIT CIVIL. Bail.

Bénéfices de certaines spéculations monétaires. — *Voir :* IMPÔTS : Impôts directs.

Bevel. — *Voir :* COMMUNES : Territoire : Brabant.

Boissons fermentées ou alcoolisées. — *Voir :* IMPÔTS : Douanes et accises.

Bonifications d'ancienneté. — *Voir :* PENSIONS : Pensions militaires.

Bonnes mœurs. — *Voir :* DROIT PÉNAL.

Bovidés : Abatage forcé. — *Voir :* IMPÔTS : Impôts indirects.

Bruxelles : Limites. — *Voir :* COMMUNES : Territoires : Brabant.

Budgets.

CRÉDITS PROVISOIRES.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937.

S. 1936-1937, n° 97 : Rapport de M. Coenen.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1937.

S. 1936-1937, n° 127 : Projet du Gouvernement.

— — n° 130 : Rapport de M. De Clercq (Jos.).

BUDGETS POUR 1937.

VOIES ET MOYENS.

Exercice 1937.

S. 1936-1937, n° 5-I : Projet transmis par la Chambre des Représentants. Par décision de la Chambre, les articles 3 et 4 ont été disjointes du budget et forment un projet distinct, relatif aux droits sur les céréales et à l'emprunt des Familles nombreuses, sous le n° 31.

— — n° 77 : Rapport de M. Barnich.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XII : Projet du Gouvernement.
 — — n° 14 : Amendements du Gouvernement.
 — — n° 43 : Rapport de M. Demets.
 — — n° 55 : Amendements du Gouvernement (2^e série).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-VI : Projet du Gouvernement.
 — — n° 28 : Rapport de M. le comte Lippens.

AGRICULTURE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-X : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 108 : Rapport de M. Limage.

COLONIES (*Dépenses métropolitaines*).

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 81 : Rapport de M. Carton de Tournai.

CONGO BELGE ET RUANDA-URUNDI.

Exercice 1937.

Extraordinaire. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937 et approuvant un arrêté royal du 11 septembre 1936, ouvrant un crédit supplémentaire au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1936.

- S. 1936-1937, n° 184 : Rapport de M. Carton de Tournai.

Ordinaire. — Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 147 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 183 : Rapport de M. Carton de Tournai.

Crédits supplémentaires. — Voir plus loin : cette sous-rubrique.

DÉFENSE NATIONALE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XV : Projet du Gouvernement.
 — — n° 9 : Rapport de M. Demets.

DETTE PUBLIQUE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-II : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 54 : Rapport de M. Dierckx.

DOTATIONS.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-IV : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 78 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

DOTATION SÉNATORIALE. — *Voir : CHAMBRES LÉGISLATIVES-SÉNAT.*

EXTRAORDINAIRE. — *Voir plus loin : RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.*

FINANCES.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XVII : Projet du Gouvernement.
 — — n° 22 : Amendements du Gouvernement.
 — — n° 50 : Amendements du Gouvernement (2^e série).
 — — n° 45 : Rapport de M. Coenen.
 — — n° 69 : Amendements du Gouvernement (3^e série).

GENDARMERIE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XVI : Projet du Gouvernement.
 — — n° 10 : Rapport de M. Demets.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-IX : Projet du Gouvernement.
— — n° 34 : Rapport de M. Matagne.
— — n° 38 : Amendements du Gouvernement.
— — n° 41 : Amendements du Gouvernement (2^e série).

INTÉRIEUR.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-VII : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 47 : Rapport de M. Harmegnies.

JUSTICE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-V : Projet du Gouvernement.
— — n° 6 : Rapport de M. Hanquet.
— — n° 8 : Amendements du Gouvernement.
— — n° 11 : Amendements du Gouvernement (2^e série).

NON VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XX : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 63 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

PENSIONS.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-III : Projet transmis par la Chambre des Représentants. Par décision de la Chambre, les articles 2, 3, 4 et 5 ont été disjointes du budget et forment un projet distinct, relatif aux pensions, sous le n° 32.
— — n° 62 : Rapport de M. Dierckx.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XIX : Projet du Gouvernement.
— — n° 44 : Rapport de M. de Spot.

RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 64 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

RECETTES ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XXI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 112 : Rapport de M. Beauduin.
— — n° 126 : Amendements du Gouvernement.

SANTÉ PUBLIQUE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-VIII : Projet du Gouvernement.
— — n° 46 : Rapport de M. Renard.

SÉNAT. — Voir : CHAMBRES LÉGISLATIVES-SÉNAT : Dotation sénatoriale.

TRANSPORTS.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XVIII : Projet du Gouvernement.
— — n° 13 : Amendements du Gouvernement.
— — n° 49 : Amendements du Gouvernement (2^e série).
— — n° 59 : Rapport de M. le comte de la Barre d'Erquelinnes.

TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XIII : Projet transmis par la Chambre des Représentants. — Par décision de la Chambre, les articles 2, 3 et 4 sont disjointes et forment un projet, relatif aux estropiés et mutilés, sous le n° 33.
— — n° 83 : Rapport de M. J.-J. De Clercq.

TRAVAUX PUBLICS ET RÉSORPTION DU CHÔMAGE.

Exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 5-XI : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 88 : Rapport de M. Van Belle.

VOIES ET MOYENS. — *Voir plus haut, au début de la rubrique, après les projets de Crédits provisoires.*

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires pour des dépenses se rapportant aux exercices 1935 et antérieurs, et à l'exercice 1936 et à l'exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 233 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 256 : Rapport de M. Doutrepoint.

Congo belge et Ruanda-Urundi : 1935 : *Ruanda-Urundi*. — Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 mars 1936 ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1935.

- S. 1936-1937, n° 185 : Rapport de M. Carton de Tournai.

Projet de loi rattachant des recettes supplémentaires et ouvrant des crédits supplémentaires au budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1936 et approuvant un arrêté royal du 21 octobre 1936 ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1935.

- S. 1936-1937, n° 232 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

C

Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, C. N. C. I. et A. N. I. C.

LOI ORGANIQUE.

Proposition de loi ayant pour objet de compléter les lois organiques de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, de la Société nationale de Crédit à l'Industrie et de l'Association nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre.

- S. 1936-1937, n° 20 : Rapport de M. Doutrepoint sur la recevabilité.
 — — n° 26 : Proposition de M. Demets.

Caisse nationale des pensions de la guerre (disposition disjointe du budget des pensions).

— *Voir* : PENSIONS : Pensions diverses.

Capitulations en Égypte. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Égypte.

Céréales : Droit à l'importation. — *Voir* : IMPÔTS : Douanes et accises.

Chambres législatives-Sénat.

DOTATION SÉNATORIALE.

Dotation sénatoriale pour l'exercice 1937.

- S. 1936-1937, n° 74 : Rapport du Collège des Questeurs : MM. Volckaert, Jos. De Clercq, Van Belle comte de la Barre d'Erquelines et Beauduin.

INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES. — *Voir* : DROIT PUBLIC : Incompatibilités.

LISTES.

- S. 1936-1937, n° 1 : Liste alphabétique des membres du Sénat.
 — — n° 2 : Liste des membres du Sénat et de leurs suppléants.
 — — n° 3 : Liste des projets et des propositions de loi dont le Sénat est saisi.
 — — n° 4 : Liste des Commissions permanentes.

PÉTITIONS.

- S. 1936-1937, n° 109 : Feuilleton n° 1.

RÈGLEMENT DU SÉNAT.

Article 62 : Modification. — Proposition de modification au règlement du Sénat.

- S. 2^e S.E. 1936, n° 59 : Proposition de MM. Van Dieren et le comte de Grunne.

Articles 32 et 62. — Proposition de modification de l'article 32 (de M. Demets) et proposition de modification de l'article 62 (de M. Van Dieren).

S. 1936-1937, n° 37 : Rapport de M. Olyff.

Articles 9, 17, 25, 27, 28, 33, 60 et 62.

S. 1936-1937, n° 176 : Proposition présentée, au nom du bureau, par M. Moyersoen, Président.

— — n° 288 : Rapport de M. Leyniers.

Champs de manœuvres. — *Voir* : ARMÉE.

Chasse.

DÉLITS DE CHASSE.

Projet de loi complétant la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par la loi du 4 avril 1900.

S. 2^e S.E. 1936, n° 61 : Rapport de M. Legrand.

Projet de loi portant modification à la loi du 28 février 1882 sur la chasse, modifiée par la loi du 4 avril 1900.

S. 1936-1937, n° 230 : Projet du Gouvernement.

Chefs de musique. — *Voir* : ARMÉE : Avancement.

Chevrons de front : Rétablissement. — *Voir* : ARMÉE.

Chômeurs : Amnistie en leur faveur. — *Voir* : AMNISTIE.

Circonstances atténuantes. — *Voir* : DROIT PÉNAL : Bonnes mœurs : Attentat aux mœurs.

Clergé catholique : Rétribution. — *Voir* : TRAITEMENTS : Bonifications.

Cliniques : Personnel infirmier. — *Voir* : TRAVAIL : Durée du travail.

Code civil. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Code de Commerce. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL.

Code électoral : Modification de l'article 106. — *Voir* : DROIT PUBLIC : Elections législatives : Elections partielles.

Code d'instruction criminelle. — *Voir* : INSTRUCTION CRIMINELLE.

Code pénal. — *Voir* : DROIT PÉNAL.

Colonies.

BUDGETS. — *Voir* : la rubrique : BUDGETS.

RUANDA-URUNDI : FRONTIÈRES : MODIFICATIONS. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Frontières : Ruanda-Urundi.

Combattants. — *Voir* : 1^o ARMÉE : Chevrons de front; 2^o GUERRE; 3^o PENSIONS. : Pensions militaires.

Commerce et industrie.

BAUX COMMERCIAUX. — *Voir* : DROIT CIVIL : Bail.

CRÉDIT A L'INDUSTRIE.

S.N.C.I. — Proposition de loi ayant pour objet de compléter les lois organiques de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, de la Société nationale de Crédit à l'Industrie et de l'Association nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre.

S. 1936-1937 n° 20 : Rapport de M. Doutrepont sur la recevabilité.

— — n° 26 : Proposition de M. Demets.

IMMEUBLES A USAGE COMMERCIAL. — *Voir* : DROIT CIVIL : Bail.

LICENCES.

Projets de loi portant ratification d'un certain nombre d'arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 31 juillet 1934, modificative de la loi du 30 juin 1931 relative à l'importation, l'exportation et le transit des marchandises.

S. 1936-1937 n° 191 : Rapport de M. Logen.

MAGASINS.

Ouverture ou agrandissement : Interdiction. — Projet de loi interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente au détail.

S. 1936-1937 n° 57 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 80 : Rapport de M. Servais.

Prorogation de l'interdiction. — Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937 interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail.

S. 1936-1937 n° 154 : Rapport de M. Servais.

Projet de loi prorogeant la loi du 13 janvier 1937, interdisant l'ouverture ou l'agrandissement de certains établissements de vente en détail.

S. 1936-1937 n° 239 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 242 : Rapport de M. Van Coillie.

OUVRIERS. — *Voir* : TRAVAIL.

PRUD'HOMMES. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS. — *Voir* : STATISTIQUES.

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

VERRERIES.

Régime des quatre équipes. — *Voir* : 1° TRAVAIL : Verrieres; 2° AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Travail.

Commissaires d'arrondissement : Pensions. — *Voir* : PENSIONS : Pensions civiles.

Commissions permanentes. — *Voir* : CHAMBRES-LÉGISLATIVES-SÉNAT : Listes.

Communes.

BEVEL. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Brabant.

BRUXELLES. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Brabant.

COUTHUIN. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Liège.

GAND. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Flandre orientale.

GESTEL. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Brabant.

KESSEL. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Brabant.

LANDENNE S/MEUSE. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Liège.

LIÈGE : PORT AUTONOME DE LIÈGE. — *Voir* : MARINE : Port.

LIMITES DES COMMUNES. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES.

MARIAKERKE. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Flandre orientale.

PENSIONS. — *Voir cette rubrique spéciale.*

SEILLES. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Liège.

STROMBEEK-BEVER. — *Voir plus loin* : TERRITOIRES : Brabant.

TERRITOIRES.

Brabant. — Projet de loi modifiant les limites de Bruxelles, Wemmel et Strombeek-Bever.

S. 1936-1937 n° 156 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 190 : Rapport du chevalier Dessain.

Projet de loi modifiant les limites des communes de Kessel, Bevel et Gestel.

S. 1936-1937 n° 189 : Rapport de M. le chevalier Dessain.

Flandre orientale. — Projet de loi modifiant les limites de la ville de Gand et de la commune de Mariakerke.

S. 1936-1937 n° 187 : Rapport de M. le chevalier Dessain.

Liège. — Projet de loi portant modification des limites des communes de Couthuin, Landennes/Meuse et Seilles.

S. 1936-1937 n° 157 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 188 : Rapport de M. le chevalier Dessain.

TRAITEMENTS. — *Voir cette rubrique spéciale.*

WEMMEL : LIMITES. — *Voir plus haut* : TERRITOIRES : Brabant.

Compagnie des installations maritimes de Bruges. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes.

Comptabilité de l'Etat. — *Voir* : FINANCES.

Condamnation conditionnelle. — *Voir* : DROIT PÉNAL.

Conférence de Montreux. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Egypte.

Conseil d'enquête aéronautique. — *Voir* : TRANSPORTS : Navigation aérienne.

Conseil des mines : Rétribution des membres. — *Voir* : TRAITEMENTS : Bonifications.

Conseils de prud'hommes. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Prud'hommes.

Contribution nationale de crise. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts directs.

Cours d'eau : Inondations. — *Voir* : EAUX ET FORÊTS : Digues.

Cours et tribunaux. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Couthuin. — *Voir* : COMMUNES : Territoires : Liège.

Créances sur l'Etat Belge. — *Voir* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat.

Crédit : Etablissements de crédit. — *Voir* : INSTITUTIONS D'INTÉRÊT PUBLIC.

Crédit à l'industrie. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Crimes et délits contre les propriétés. — *Voir* : DROIT PÉNAL.

Crimes et délits politiques. — *Voir* : AMNISTIE.

D

Débts de boissons. — *Voir* : ALCOOL.

Décès prématuré. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Vieillesse et décès.

Défense du territoire. — *Voir* : ARMÉE.

Dégâts causés par le gibier. — *Voir* : CHASSE.

Délits de chasse. — *Voir* : CHASSE.

Délits contre les propriétés. — *Voir* : DROIT PÉNAL : Crimes et délits.

Délits politiques. — *Voir* : AMNISTIE.

Députations permanentes : Rétribution des membres. — *Voir* : TRAITEMENTS : Bonifications.

Dettes publiques et emprunts. — *Voir* : FINANCES.

Digues. — *Voir* : EAUX ET FORÊTS.

Distributions d'eau.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES DISTRIBUTIONS D'EAU.

Projet de loi tendant à accorder à la Société nationale des Distributions d'Eau des subsides complémentaires à ceux prévus dans la loi du 26 août 1913 instituant cette Société.

S. 1936-1937, n° 214 : Rapport de M. Smets.

Domages de guerre. — *Voir* : GUERRE.

Dotation sénatoriale. — *Voir* : CHAMBRES LÉGISLATIVES-SÉNAT.

Douanes. — *Voir* : IMPÔTS.

Droit civil.

BAIL.

Baux commerciaux. — Projet de loi relatif à la révision temporaire et à la résiliation des baux commerciaux.

S. 1936-1937, n° 94 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 101 : Rapport de M. Temmerman.

Limitation des loyers et baux : Prorogation. — Proposition de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. 1936-1937, n° 65 : Rapport de M. Rolin sur la recevabilité.

— — n° 72 : Proposition de M. J. Clays.

— — n° 85 : Rapport de M. Temmerman.

Nouvelle prorogation des dispositions exceptionnelles. — Projet de loi prorogeant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer.

S. 1936-1937, n° 84 : Projet du Gouvernement.

— — n° 86 : Rapport de M. Temmerman.

ENFANTS ILLÉGITIMES.

Proposition de loi portant modification des dispositions du Code civil relatives aux enfants naturels.

S. 1936-1937, n° 123 : Rapport de M. Lebeau, sur la recevabilité.

— — n° 125 : Proposition de M. Rolin.

ENFANTS NATURELS.

Projet de loi relatif à la tutelle des enfants naturels.

S. 1936-1937, n° 259 : Projet amendé par la Chambre des Représentants.

PRÊT D'ARGENT.

Remboursement anticipé. — Projet de loi concernant le remboursement anticipé des prêts d'argent.

S. 1936-1937, n° 100 : Rapport de M. Jos. De Clercq.

Prorogation de la loi. — Projet de loi concernant le remboursement anticipé des prêts d'argent.

S. 1936-1937, n° 286 : Projet du Gouvernement.

PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES.

Privilege au profit des personnes accidentées. — Projet de loi créant un privilège au profit des personnes accidentées.

S. 1936-1937, n° 48 : Rapport de M. Legrand.

Droit commercial.

SOCIÉTÉS.

Griffes. — Projet de loi autorisant la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, la Compagnie des installations maritimes de Bruges, la Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut, la Société anonyme belge d'exploitation aérienne, la Société nationale de la Petite Propriété terrienne, la Société intercommunale des voies d'accès de l'Aérodrome de Bruxelles, l'Office central de Crédit hypothécaire, à remplacer, par des griffes, les signatures qui doivent figurer sur les titres de leurs emprunts.

S. 1936-1937, n° 251 : Rapport de M. Ronvaux.

Droit international privé. — Voir : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**Droit d'opposition.** — Voir : INSTRUCTION CRIMINELLE.**Droit pénal.**

BONNES MŒURS.

Attentat aux mœurs. — Projet de loi portant modification des articles 80, 81, 375, 377 du Code pénal ainsi que de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

S. 1936-1937, n° 165 : Rapport de M. J. De Clercq.

CODE PÉNAL.

Article 526. — Voir plus loin : Crimes et délits contre les propriétés.

CONDAMNATION CONDITIONNELLE.

Projet de loi portant modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle.

S. 1936-1937, n° 163 : Rapport de M. J. De Clercq.
— — n° 186 : Amendements du Gouvernement.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

Proposition de loi rendant inapplicables, dans certains cas, les dispositions de l'article 526 du Code pénal.

S. 1936-1937, n° 162 : Rapport de M. Jos. De Clercq sur la recevabilité.

DÉLITS DE CHASSE. — Voir : CHASSE.

RECRUTEMENT ET ENROLEMENT DE VOLONTAIRES.

Voir aussi : ARMÉE : Milice.

Projet de loi tendant à assurer la non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne.

S. 1936-1937, n° 160 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 195 : Rapport de M. Hanquet.

TITRES PROFESSIONNELS.

Architecte. — Projet de loi sur la protection du titre et de la profession d'architecte.

S. 1936-1937, n° 275 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Droit public.

ELECTIONS LÉGISLATIVES.

Elections partielles. — Projet de loi modifiant l'article 106 du Code électoral.

S. 1936-1937, n° 139 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n° 144 : Rapport de M. Gillon.

INCOMPATIBILITÉS.

Projet de loi complétant la loi du 6 août 1931 établissant les incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

S. 1936-1937, n° 8 : Rapport de M. Gillon.
— — n° 39 : Texte adopté au premier vote.

Droits. — *Voir* : IMPÔTS.

Durée du travail. — *Voir* : TRAVAIL.

E**Eaux et forêts.****DIGUES.**

Proposition de loi relative à la reprise, par l'Etat, de l'entretien des digues et autres ouvrages de protection contre les inondations.

S. 1936-1937, n° 18 : Rapport de M. Van Belle sur la recevabilité.
— — n° 27 : Proposition de M. De Wilde et Note complémentaire.

Ecoles. — *Voir* : ENSEIGNEMENT.

Égypte. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Elections partielles. — *Voir* : DROIT PUBLIC : Elections législatives.

Emoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi. — *Voir* : TRAITEMENTS : Personnel de l'Etat.

Employeurs et travailleurs indépendants : Allocations familiales. — *Voir* : TRAVAIL : Allocations familiales.

Emprunts. — *Voir* : FINANCES : Dette publique et emprunts.

Emprunt de la Société nationale des Chemins de fer belges. — *Voir* : TRANSPORTS : Chemins de fer.

Enfance.**ŒUVRE NATIONALE DE L'ENFANCE.**

Proposition de loi modifiant la loi du 5 septembre 1919 instituant l'Œuvre nationale de l'Enfance.

S. 1936-1937, n° 128 : Rapport de M^{lle} Baers sur la recevabilité.
— — n° 131 : Proposition de M^{me} Spaak.

PROTECTION DE L'ENFANCE.

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

S. 1936-1937, n° 66 : Rapport de M. Rolin.

Enfants illégitimes. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Enfants naturels. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Enquêtes sur la situation démographique, économique et sociale du pays. — *Voir* : STATISTIQUES.

Enregistrement. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts indirects.

Enrôlement de volontaires belges pour une armée étrangère. — *Voir* : 1^o ARMÉE : Milice : Recrutement; 2^o DROIT PÉNAL : Recrutement et enrôlement.

Enseignement.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Dépenses des athénées et écoles moyennes : Mise à charge de l'Etat. — Proposition de loi mettant à la charge de l'Etat les dépenses de local et de matériel des athénées royaux et des écoles moyennes de l'Etat.

- S. 1936-1937, n° 91 : Rapport de M. Verbist sur la recevabilité.
 — — n° 103 : Proposition de M. Vanderpoorten.
 — — n° 201 : Rapport de M. Rombaut.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Fournitures classiques. — Projet de loi portant modification de l'article 16 de la loi organique de l'enseignement primaire, relatif à la gratuité des fournitures classiques.

- S. 1936-1937, n° 263 : Rapport de M. Rombaut.

Peines disciplinaires. — Proposition de loi portant application aux membres du personnel enseignant des écoles primaires adoptées et adoptables des mesures prévues par l'article 25 de la loi organique de l'enseignement primaire en ce qui concerne l'application des peines disciplinaires aux instituteurs communaux.

- S. 1936-1937, n° 202 : Rapport de M. Van Roosbroeck sur la recevabilité.
 — — n° 211 : Proposition de M. Olyff.

Personnel enseignant : Pensions : Forclusion (Dispositions disjointes du budget des pensions pour 1937). — Voir : PENSIONS : Pensions diverses.

Suppléments de direction, augmentations, etc. — Projet de loi modifiant les arrêts-lois n° 173 du 18 juin 1935 et n° 211 du 27 novembre 1935 et complétant l'article 31 B de la loi organique de l'enseignement primaire.

- S. 1936-1937, n° 199 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 235 : Rapport de M. Van Roosbroeck.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

Universités de l'Etat. — Projet de loi modifiant, notamment en ce qui concerne le statut des chargés de cours et des professeurs, la loi du 15 juillet 1894, organique des universités de l'Etat.

- S. 1936-1937, n° 198 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 235 : Rapport de M. P. De Smet.

PEINES DISCIPLINAIRES. — Voir la sous-rubrique : ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Pensions. — Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées.

- S. 1936-1937, n° 182 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

TRAITEMENTS. — Voir : TRAITEMENTS : Bonifications.

PROLONGATION DE LA SCOLARITÉ.

Projet de loi prorogeant les dispositions de l'arrêté royal du 31 juillet 1935 concernant la prolongation de la scolarité.

- S. 1936-1937, n° 262 : Rapport de M. Rombaut.

RÉORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL.

Projet de loi tendant à l'organisation complète de l'enseignement officiel.

- S. 1936-1937, n° 212 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
 — — n° 236 : Rapport de M. Rombaut.

Epargne.

ETABLISSEMENTS D'ÉPARGNE. — Voir : 1° INSTITUTIONS D'INTÉRÊT PUBLIC; 2° CAISSE D'ÉPARGNE.

OFFICE CENTRAL DE LA PETITE ÉPARGNE. — Voir : FINANCES.

Equilibre budgétaire : Abrogation de l'article 3 de la loi du 23 mars 1932. — Voir : ARMÉE : Chevrans de front.

Espagne. — *Voir* : 1^o ARMÉE : Milice : Recrutement de volontaires; 2^o DROIT PÉNAL : Recrutement et enrôlement de volontaires.

Etablissements hospitaliers publics et privés. — *Voir* : TRAVAIL : Durée du Travail.

Expertise contradictoire. — *Voir* : INSTRUCTION CRIMINELLE.

Exportation. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Licences.

F

Familles nombreuses (Ligue des). — *Voir* : FINANCES : Dette publique et emprunt: Emprunts.

Finances.

BUDGETS. — *Voir* la rubrique spéciale.

COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT.

Créances sur l'Etat Belge. — Projet de loi relatif aux cessions et aux délégations de créances sur l'Etat belge en matière de travaux effectués pour compte de l'Etat ou fournitures destinées à la Défense nationale.

S. 1936-1937, n^o 124 : Rapport de M. Crokaert.
— — n^o 153 : Amendement du Gouvernement.

DETTE PUBLIQUE ET EMPRUNTS.

Emprunts des Familles nombreuses. — Projet de loi tendant : 1^o ... ; 2^o à autoriser le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à contracter par la « Ligue des familles nombreuses de Belgique ». (Dispositions disjointes du budget des Voies et Moyens pour 1937.)

S. 1936-1937, n^o 31 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 87 : Rapport de M. Godding.

Emprunts émis en Hollande. — Projet de loi autorisant l'émission d'emprunt en vue du remboursement anticipatif du solde de l'emprunt de 4 1/2 p. c. de 1930 de florins P.-B. 45 millions.

S. 1936-1937, n^o 178 : Rapport de M. Diereckx.

Emprunts de la S. N. C. F. B. — Projet de loi relatif au remboursement anticipatif des Bons garantis 5 p. c. à cinq ans, émis par la S. N. C. F. B. — *Voir* : TRANSPORTS : Chemins de fer : Emprunts.

Régie des télégraphes et téléphones. — Projet de loi autorisant la Régie des télégraphes et téléphones à rembourser anticipativement le solde de l'emprunt 5 p. c. de 1932 de Fl. P.-B. 15,000,000 de francs.

S. 1936-1937, n^o 179 : Rapport de M. Diereckx.

Griffes remplaçant les signatures sur les titres des emprunts. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes.

EPARGNE.

Office Central de la Petite Epargne. — Projet de loi portant réduction de la dotation d'un milliard de francs allouée à l'Office Central de la Petite Epargne par la loi du 7 décembre 1934.

S. 1936-1937, n^o 281 : Rapport de M. Logen.

IMPÔTS. — *Voir* la rubrique spéciale.

INSTITUTIONS D'INTÉRÊT PUBLIC. — *Voir* cette rubrique spéciale.

Fonds de prévoyance en faveur des victimes de maladies professionnelles. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Maladies professionnelles.

Fournitures classiques. — *Voir* : ENSEIGNEMENT : Enseignement primaire.

Fournitures destinées à la Défense Nationale. — *Voir* : FINANCES : Comptabilité de l'Etat : Créances sur l'Etat belge.

Frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Tribunaux de police.

G

Gand. — *Voir* : COMMUNES : Territoire : Flandre Orientale.

Gestel. — *Voir* : COMMUNES : Territoire : Brabant.

Gibier. — *Voir* : CHASSE.

Gouverneurs de province : Pensions. — *Voir* : PENSIONS : Pensions civiles.

Graisses alimentaires préparées. — *Voir* : ALIMENTATION ET RAVITAILLEMENT.

Grands magasins. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Magasins.

Greffiers : nomination. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Personnel judiciaire.

Griffes. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés.

Guerre.

CAISSE NATIONALE DES PENSIONS DE LA GUERRE. (DISPOSITION DISJOINTE DU BUDGET DES PENSIONS). — *Voir* : PENSIONS : Pensions diverses.

COMBATTANTS.

Chevrons de front. — *Voir* : ARMÉE : Chevrons de front.

Extension de certains avantages et octroi d'une rente. — Proposition de loi relative à l'extension à tous les anciens combattants, dans la mesure de leurs mérites, des avantages accordés aux invalides et à l'octroi d'une rente générale de service.

S. 1936-1937, n° 252 : Rapport de M. Cools.

Pensions des anciens combattants. — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires.

DOMMAGES DE GUERRE.

Association nationale des Commerçants et Industriels. — Proposition de loi ayant pour objet de compléter les lois organiques de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et de l'Association Nationale des Industriels et Commerçants pour la réparation des dommages de guerre.

S. 1936-1937, n° 20 : Rapport de M. Doutrepont sur la recevabilité.

— — n° 26 : Proposition de M. Demets.

INVALIDES ET MUTILÉS DE GUERRE. — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires.

MOBILISATION DE LA NATION. — *Voir* : ARMÉE : Défense du territoire.

ŒUVRE NATIONALE DES ORPHELINS DE LA GUERRE.

Proposition de loi modifiant les lois des 15 juin 1919 et 16 avril 1929 instituant l'Œuvre Nationale des Orphelins de la guerre.

S. 1936-1937, n° 29 : Rapport de M. Vergeylen sur la recevabilité.

— — n° 35 : Proposition de M. F. Demets.

VICTIMES CIVILES.

Veuves et orphelins. — Projet de loi portant revision des lois coordonnées sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

S. 1936-1937, n° 60 : Amendement du Gouvernement.

— — n° 76 : Rapport de M. Ronvaux.

Veuves et veufs : Indemnité spéciale. — Projet de loi complétant la loi du 31 décembre 1936 sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre.

S. 1936-1937, n° 152 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 170 : Rapport de M. Harmegnies.

H

Habitations et logements à bon marché.

FONDS SPÉCIAL.

Projet de loi abrogeant l'article 5 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 relatif aux allocations accordées en faveur des estropiés et des mutilés et déterminant : 1^o les primes à allouer, en matière d'habitations à bon marché, à charge du Fonds spécial, créé en exécution de l'article 7 de la loi du 5 octobre 1928 et indiquant les ressources qui alimentent ce Fonds. (Dispositions disjointes du Budget du Travail et de la Prévoyance Sociale 1937.)

S. 1936-1937, n^o 33 : Projet du Gouvernement.
— — n^o 58 : Rapport de M. Moulin.

Hygiène et santé.

Voir aussi : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Hygiène.

ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS : PERSONNEL INFIRMIER. — *Voir* : TRAVAIL : Durée du travail.

ORDRE DES MÉDECINS ; ORDRE DES PROFESSIONS MÉDICALES ; ORDRE DES PHARMACIENS. — *Voir* : ART DE GUÉRIR.

Hypothèques. — *Voir* : DROIT CIVIL : Privilèges et hypothèques.

I

Immeubles à usage commercial. — *Voir* : DROIT CIVIL : Bail.

Importation. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Licences.

Impôts.

AMNISTIE FISCALE. — *Voir* : AMNISTIE : Amnistie fiscale.

CONTRIBUTION DE CRISE. — *Voir plus loin* : IMPÔTS DIRECTS.

DOUANES ET ACCISES.

Alcool : boissons à forte teneur d'alcool. — Proposition de loi relative à l'établissement ou à l'augmentation de la taxe de consommation sur les boissons à forte teneur d'alcool.

S. 1936-1937, n^o 177 : Rapport de M. Laboulle sur la recevabilité.
— — n^o 193 : Proposition de M. Gravez.

Boissons fermentées mousseuses. — Projet de loi modifiant le régime fiscal des boissons fermentées mousseuses.

S. 1936-1937, n^o 96 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 117 : Rapport de M. Harmegnies.

Céréales. — Projet de loi tendant à déterminer le produit de droits spéciaux frappant les céréales à l'importation, à attribuer à l'exercice 1937, par dérogation à la loi sur la comptabilité de l'Etat. (Dispositions disjointes du Budget des Voies et Moyens pour 1937.)

S. 1936-1937, n^o 31 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 87 : Rapport de M. Godding.

Clauses tarifaires : Exécution. — Projet de loi relatif au tarif des douanes.

S. 1933-1937, n^o 171 : Rapport de M. Doutrepont.

Ratification d'arrêtés royaux. — Projet de loi relatif au tarif des douanes.

S. 1936-1937, n^o 172 : Rapport de M. Doutrepont.

IMPÔTS DIRECTS.

Bénéfice de spéculations monétaires. — Projet de loi établissant un impôt spécial et exceptionnel sur les bénéfices de certaines spéculations monétaires.

S. 1936-1937, n^o 167 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 215 : Rapport de M. Jos. De Clercq.
— — n^o 249 : Texte adopté par le Sénat au premier vote.

Contribution nationale de crise : Revenus. — Projet de loi apportant des modifications à la législation en matière de contribution nationale de crise.

S. 1936-1937, n° 93 : Projet du Gouvernement.

— — n° 98 : Rapport de M. Harnegnies.

Contribution nationale de crise : suppression. — Projet de loi portant suppression de la contribution nationale de crise à partir du milieu de l'année 1937.

S. 1936-1937, n° 250 : Rapport de M. Godding.

Suppression de la taxe de crise. — Voir aussi : PENSIONS : Pensions militaires.

Revenus. — Proposition de loi abrogeant et modifiant certaines dispositions des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus.

S. 1936-1937, n° 115 : Rapport de M. Ronvaux sur la recevabilité.

— — n° 122 : Proposition de M. Godding.

IMPÔTS INDIRECTS.

Enregistrement. — Proposition de loi sur le régime fiscal des actes judiciaires.

S. 1936-1937, n° 16 : Rapport de M. Volckaert sur la recevabilité.

— — n° 24 : Proposition de M. Orban.

Taxe de transmission : suppression. — Proposition de loi tendant à la suppression de la taxe forfaitaire de transmission en cas d'abatage d'urgence de certains bovidés.

S. 1936-1937, n° 111 : Rapport de M. Ronvaux sur la recevabilité.

— — n° 113 : Proposition de M. Sobry.

PRESCRIPTION.

Projet de loi portant prescription exceptionnelle en matière fiscale.

S. 1936-1937, n° 265 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 284 : Rapport de M. J. De Clercq.

Incompatibilités entre certaines fonctions publiques. — Voir : DROIT PUBLIC : Incompatibilités.

Indemnité des invalides de guerre : Suppression de la réduction. — Voir : PENSIONS : Pensions militaires.

Indemnités ne couvrant pas de charges réelles. — Voir : TRAITEMENTS : Réduction.

Industrie. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Infirmiers et infirmières : Durée du travail. — Voir : TRAVAIL : Durée du travail.

Inondations : Protection. — Voir : EAUX ET FORÊTS : Dignes.

Institutions d'intérêt public.

Projet de loi relatif à la coordination de l'activité, de l'organisation et des attributions de certaines institutions d'intérêt public.

S. 1936-1937, n° 110 : Projet du Gouvernement.

— — n° 135 : Amendement du Gouvernement.

— — n° 137 : Rapport de M. Temmerman.

Instruction criminelle.

DROIT D'OPPOSITION.

Projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle.

S. 2° S.E. 1936, n° 60 : Rapport de M. Legrand.

EXPERTISE CONTRADICTOIRE.

Proposition de loi relative à l'expertise contradictoire en matière de procédure pénale.

S. 1936-1937, n° 138 : Rapport de M. Gillon sur la recevabilité.

— — n° 140 : Proposition de M. Orban.

Invalides de la guerre. — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires.

Investigations statistiques. — *Voir* : STATISTIQUES.

J

Jonction Nord-Midi. — *Voir* : TRANSPORT : Chemins de fer.

Journée de huit heures. — *Voir* : TRAVAIL : Durée du travail.

Juge de paix : Nomination. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Personnel judiciaire.

Jury. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

K

Kessel. — *Voir* : COMMUNES : Territoire : Brabant.

L

Lait et ses dérivés. — *Voir* : 1^o ALIMENTATION ET RAVITAILLEMENT ; 2^o AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Hygiène.

Landenne-s/Meuse. — *Voir* : COMMUNES : Territoire : Liège.

Licences d'importation, d'exportation et de transit des marchandises. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE.

Ligue des familles nombreuses : Emprunt. — *Voir* : FINANCES : Dette publique et emprunts.

Listes. — *Voir* : CHAMBRES LÉGISLATIVES-SÉNAT.

Listes des jurés. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Jury.

Loi de cadre. — *Voir* : INSTITUTIONS D'INTÉRÊT PUBLIC.

Lois.

PUBLICATION DES LOIS.

Numérotage. — Proposition de loi relative à la publication des lois.

S. 1936-1937, n^o 30 : Rapport de M. Van Eyndonek sur la recevabilité.

— — — n^o 35 : Proposition de M. Godding.

Lois électorales.

ELECTIONS PARTIELLES. — *Voir* : DROIT PUBLIC : Elections législatives.

Loyers. — *Voir* : DROIT CIVIL : Bail.

M

Magasins. — *Voir* : COMMERCE ET INDUSTRIE : Magasins.

Magistrats : Nomination. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Personnel judiciaire.

Maisons de commerce. — *Voir* : 1^o DROIT CIVIL : Bail; 2^o COMMERCE ET INDUSTRIE : Magasins.

Maladies contagieuses des animaux. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Hygiène.

Maladies professionnelles. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Margarines, Oléo-margarines et graisses alimentaires préparées. — *Voir* : ALIMENTATION ET RAVITAILLEMENT : Graisses alimentaires.

Mariakerke. — *Voir* : COMMUNES : Territoire : Flandre Orientale.

Marine.

Voir aussi : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

AGENTS DU SERVICE DE SAUVETAGE : PENSION. (DISPOSITION DISJOINTE DU BUDGET DES PENSIONS.) — *Voir* : PENSIONS : Pensions diverses.

OFFICIERS DE LA MARINE MARCHANDE. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Marine.

PORTS.

Port autonome de Liège. — Projet de loi relatif à la création du port autonome de Liège.

S. 1936-1937, n° 206 : Rapport de M. Van Belle.

Médecins : Ordre des médecins. — *Voir* : ART DE GUÉRIR.

Membres et anciens membres des Chambres législatives : Incompatibilités. — *Voir* : DROIT PUBLIC : Incompatibilités.

Milice. — *Voir* : ARMÉE.

Mines.

EMPLOI DES FEMMES DANS LES TRAVAUX SOUTERRAINS. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Travail des femmes.

OUVRIERS MINEURS. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Ministère public. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Ministres et anciens ministres : Incompatibilités. — *Voir* : DROIT PUBLIC : Incompatibilités.

Mobilisation de la nation en cas de guerre. — *Voir* : ARMÉE : Défense du territoire.

Montreux (Convention de). — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Egypte.

Mutilés. — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires : Mutilés.

N

Naturalisations.

GRANDE NATURALISATION AVEC DISPENSE DU DROIT D'ENREGISTREMENT; GRANDE NATURALISATION; NATURALISATION ORDINAIRE AVEC DISPENSE DU DROIT D'ENREGISTREMENT; NATURALISATION ORDINAIRE.

Demandes de naturalisation.

S. 1936-1937, n° 216 : Rapports de MM. le comte de la Barre d'Erquelinnes et Van Eyndorck.

Navigation aérienne. — *Voir* : TRANSPORTS : Aéronautique.

Nomination du personnel judiciaire. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Personnel judiciaire.

Non-intervention de la Belgique dans la guerre civile d'Espagne. — *Voir* : 1° DROIT PÉNAL : Recrutement et enrôlement; 2° ARMÉE : Milice : Recrutement de volontaires.

O

Obligations militaires. — *Voir* : ARMÉE : Milice.

Œuvre nationale de l'Enfance. — *Voir* : ENFANCE.

Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre. — *Voir* : GUERRE.

Office central de crédit hypothécaire. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes.

Office central de la petite épargne. — *Voir* : FINANCES : Epargne.

Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. — *Voir* : TRANSPORTS : Chemins de fer.

Office national du lait et de ses dérivés. — *Voir* : ALIMENTATION ET RAVITAILLEMENT : Lait.

Oléo-margarines. — *Voir* : ALIMENTATION ET RAVITAILLEMENT : Graisses alimentaires.

Ordre des médecins. — *Voir* : ART DE GUÉRIR.

Ordre des pharmaciens. — *Voir* : ART DE GUÉRIR.

Ordre des professions médicales. — *Voir* : ART DE GUÉRIR.

Ordre judiciaire : Rétribution des membres. — *Voir* : TRAITEMENTS : Bonifications.

Organisation judiciaire.

BARREAU.

Proposition de loi relative à la réinscription des membres du Barreau.

S. 1936-1937, n° 17 : Rapport de M. Volekaert sur la recevabilité.

— — n° 23 : Proposition de M. Orban.

FRAIS DE JUSTICE ET DE PARQUET. — *Voir plus loin* : TRIBUNAUX DE POLICE.

GREFFIERS. — *Voir plus loin* : PERSONNEL JUDICIAIRE.

JURY.

Liste des jurés. — Projet de loi relatif aux listes des jurés pour les années 1937 et 1938.

S. 1936-1937, n° 53 : Rapport de M. Gillon.

JUSTICES DE PAIX.

Juge de paix et Greffier de justice de paix : nomination. — *Voir plus loin* : PERSONNEL JUDICIAIRE.

LANGUES.

Emploi des langues. — Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

S. 1936-1937, n° 114 : Projet du Gouvernement.

MINISTÈRE PUBLIC.

Projet de loi complétant la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux.

S. 1936-1937, n° 95 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 141 : Rapport de M. Orban.

NOMINATIONS. — *Voir plus loin* : PERSONNEL JUDICIAIRE.

PERSONNEL JUDICIAIRE.

Greffiers de justice de paix. — Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1920 relative à la nomination des greffiers de justice de paix.

S. 1936-1937, n° 106 : Rapport de M. Disière.

Projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 31 juillet 1920, relatif à la nomination des greffiers de justice de paix.

S. 1936-1937, n° 271 : Projet réamendé par la Chambre des Représentants.

Magistrats de complément, juges de paix, greffiers. — Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de magistrat de complément et à certaines places de juge de paix ou de greffier de justice de paix.

S. 1936-1937, n° 21 : Projet du Gouvernement.

— — n° 82 : Rapport de M. Orban.

— — n° 118 : Amendements du Gouvernement.

Rétribution. — Voir : TRAITEMENTS : Bonifications.

PRUD'HOMMES.

Conseils de prud'hommes. — Proposition de loi portant revision de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.

S. 1936-1937, n° 56 : Rapport de M. le vicomte Simonis sur la recevabilité.

— — n° 71 : Proposition de M. Van Roosbroeck.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

Statut des référendaires. — Proposition de loi concernant le statut des Référendaires auprès des Tribunaux de commerce.

S. 1936-1937, n° 99 : Rapport de M. Disière sur la recevabilité.

— — n° 104 : Proposition de M. Orban.

TRIBUNAUX DE POLICE.

Projet de loi portant règlement des frais de greffe et de parquet près les tribunaux de police, chargés de desservir plusieurs cantons.

S. 1936-1937, n° 15 : Projet du Gouvernement.

— — n° 166 : Rapport de M. Rolin.

Orphelins de la guerre. — Voir : GUERRE : Œuvre nationale des Orphelins de la Guerre.

P

Pêche.

Proposition de loi complétant la loi du 19 janvier 1883 sur la pêche fluviale, modifiée par la loi du 5 juillet 1899.

S. 1936-1937, n° 52 : Rapport de M. Van Eyndonek sur la recevabilité.

— — n° 70 : Proposition de M. De Vos.

— — n° 136 : Amendements du Gouvernement.

— — n° 164 : Rapport de M. Legrand.

Peines disciplinaires appliquées aux membres du personnel enseignant. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement primaire.

Pensions.

OUVRIERS MINEURS. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

PENSIONS CIVILES.

Gouverneurs de province et commissaires d'arrondissement. — Projet de loi relatif à la pension des Gouverneurs de province et des commissaires d'arrondissement.

S. 1936-1937, n° 120 : Projet du Gouvernement.

— — n° 133 : Rapport de M. Mullie.

Ouvriers mineurs. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

Personnel des provinces et des communes. — Projet de loi relatifs aux rémunérations et pensions à charge des provinces et des communes.

S. 1936-1937, n° 258 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Retraite et survie. — Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie.

S. 1936-1937, n° 107 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 116 : Rapport de M. Logen.

Taux de la pension. — Projet de loi relatif aux pensions de retraite et de survie

S. 1936-1937, n° 279 : Rapport de M. Harmegnies.

PENSIONS DIVERSES.

Projet de loi relatif : 1^o à certains cas de forclusion du droit à la pension; 2^o à l'extension du champ d'application de la loi du 23 janvier 1925 instituant une Caisse nationale des pensions de la guerre; 3^o à la pension des agents du service de sauvetage à l'administration de la marine; 4^o à l'abrogation de certaines dispositions de la loi sur les pensions de vieillesse et du décès prématuré ainsi que de la loi relative à la pension des ouvriers mineurs. (Ces dispositions formaient les articles 2, 3, 4 et 5 du Budget des Pensions pour 1937 et en ont été disjointes par décision de la Chambre.)

S. 1936-1937, n^o 32 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 79 : Rapport de M. Godding.

PENSION D'INVALIDITÉ. — *Voir plus loin* : PENSIONS MILITAIRES.

PENSIONS MILITAIRES.

Affection chronique. — Proposition de loi accordant des droits à la pension d'invalidité aux anciens combattants atteints d'une affection chronique.

S. 1936-1937, n^o 285 : Rapport de M. Demets sur la recevabilité.

Chevrons de front. — *Voir* : ARMÉE.

Combattants d'Eupen-Malmédy. — Proposition de loi accordant une rente aux anciens combattants d'Eupen-Malmédy.

S. 1936-1937, n^o 129 : Rapport de M. Nèves sur la recevabilité.
— — n^o 132 : Proposition de MM. Lohest et le vicomte Simonis.
— — n^o 209 : Rapport de M. Nèves.

Invalidité : nouveau délai. — Proposition de loi tendant à la réouverture du délai pour l'introduction de demandes de pension d'invalidité pour causes de guerre.

S. 1936-1937, n^o 253 : Rapport de M. Cools.

Mutilés de la guerre. — Proposition de loi étendant le bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1930 à certains grands mutilés de guerre.

S. 1936-1937, n^o 90 : Rapport de M. Demets sur la recevabilité.
— — n^o 102 : Proposition de M. Nèves.
— — n^o 208 : Rapport de M. Lekeux.

Réduction des indemnités : suppression. — Proposition de loi abrogeant l'article 6 de l'arrêté royal du 11 août 1933 portant modification au régime des pensions militaires et des bonifications d'ancienneté.

S. 1936-1937, n^o 12 : Proposition de M. Boon.
— — n^o 207 : Rapport de M. Nèves.

Service rendu dans une armée alliée. — Projet de loi autorisant à compter exceptionnellement, en matière de pension militaire, comme service effectué à l'armée belge, mobilisée, le service accompli par des Belges dans les rangs d'une armée alliée pendant la guerre.

S. 1936-1937, n^o 245 : Rapport de M. Nèves.

Taxe de crise : suppression. — Projet de loi portant suppression de la retenue exceptionnelle de crise et de solidarité frappant les pensions militaires d'invalidité.

S. 1936-1937, n^o 228 : Projet du Gouvernement.
— — n^o 229 : Rapport de M. Nèves.

Tuberculeux de la guerre. — Proposition de loi tendant à permettre aux militaires ayant participé à la campagne 1914-1918, atteints de tuberculose, de faire valoir leurs droits à la pension d'invalidité prévue par les lois coordonnées sur les pensions militaires.

S. 1936-1937, n^o 254 : Rapport de M. Cools.

PERSONNEL ENSEIGNANT.

Projet de loi relatif aux pensions et à la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant des écoles adoptées et adoptables ainsi que des écoles normales libres agréées.

S. 1936-1937, n^o 182 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
— — n^o 223 : Rapport de M. Rombaut.

Forclusion du droit à la pension : abrogation de l'article 7, alinéa 2, de la loi du 25 août 1901. (Dispositions disjointes du Budget des Voies et Moyens.) — *Voir plus haut* : PENSIONS DIVERSES.

VIEILLESSE ET DÉCÈS PRÉMATURÉ. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Personnel communal. — *Voir* : 1^o PENSIONS : Pensions civiles : Personnel des communes ; 2^o TRAITEMENTS.

Personnel de l'Etat. — *Voir* : TRAITEMENTS.

Personnel enseignant : Pensions. — *Voir* : PENSIONS.

Personnel enseignant : Rétribution. — *Voir* : TRAITEMENTS : Bonifications.

Personnel d'infirmierie des établissements hospitaliers. — *Voir* : TRAVAIL : Durée du travail.

Personnel judiciaire. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Personnes accidentées : Privilège à leur profit. — *Voir* : DROIT CIVIL : Privilèges et hypothèques.

Pétitions. — *Voir* : CHAMBRES LÉGISLATIVES-SÉNAT.

Pharmaciens. — *Voir* : ART DE GUÉRIR : Ordre des Pharmaciens.

Placement des disponibilités du Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Maladies professionnelles.

Ports. — *Voir* : MARINE.

Prescription exceptionnelle en matière fiscale. — *Voir* : IMPÔTS.

Prescription en matière sociale. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Prêts d'argent. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Primes en matière d'habitations à bon marché. — *Voir* : HABITATIONS A BON MARCHÉ.

Privilèges et hypothèques. — *Voir* : DROIT CIVIL.

Procédure civile.

ACTES JUDICIAIRES : RÉGIME FISCAL. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts indirects. — Enregistrement.

MINISTÈRE PUBLIC. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Ministère public.

SAISIES-ARRÊTS.

Projet de loi modifiant le décret du 18 août 1807 qui prescrit les formes à suivre pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou de deniers publics.

S. 1936-1937, n^o 180 : Projet du Gouvernement.
— — n^o 237 : Rapport de M. Orban.

Procédure devant les cours et tribunaux. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE

Procédure pénale.

EXPERTISE CONTRADICTOIRE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE PÉNALE. — *Voir* : INSTRUCTION CRIMINELLE : Expertise contradictoire.

Professions médicales (Ordre des). — *Voir* : ART DE GUÉRIR : Ordre des Professions médicales.

Projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi. — *Voir* : CHAMBRES LÉGISLATIVES-SÉNAT : Listes.

Prolongation de la scolarité. — *Voir* : ENSEIGNEMENT.

Propositions de loi dont le Sénat est saisi. — *Voir* : CHAMBRES LÉGISLATIVES-SÉNAT : Listes.

Prorogation des baux. — *Voir* : DROIT CIVIL : Bail.

Protection contre l'alcoolisme. — *Voir* : ALCOOL.

Protection de l'enfance. — *Voir* : ENFANCE.

Protection de la population en cas de guerre. — *Voir* : ARMÉE : Défense du territoire.

Province.

GOUVERNEURS DE PROVINCE : PENSIONS. — *Voir* : PENSIONS : Pensions civiles.

PERSONNEL : PENSIONS. — *Voir* cette rubrique spéciale.

PERSONNEL : TRAITEMENTS. — *Voir* cette rubrique spéciale.

Prud'hommes. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Publication des lois. — *Voir* : LOIS.

R

Ravitaillement. — *Voir* : ALIMENTATION ET RAVITAILLEMENT.

Recrutement. — *Voir* : ARMÉE : Milice.

Recrutement de volontaires belges pour une armée étrangère. — *Voir* : 1^o ARMÉE : Milice; 2^o DROIT PÉNAL.

Référéndaires des tribunaux de commerce. — *Voir* : ORGANISATION JUDICIAIRE : Tribunaux de commerce.

Réfugiés. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Régie des télégraphes et des téléphones. — *Voir* : TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Régime des quatre équipes dans les verreries. — *Voir* : 1^o TRAVAIL : Verreries; 2^o AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Travail.

Régime fiscal des actes judiciaires. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts indirects : Enregistrement.

Règlement du Sénat. — *Voir* : CHAMBRES LÉGISLATIVES.-SÉNAT.

Remboursement de prêts d'argent. — *Voir* : DROIT CIVIL : Prêts d'argent.

Rente des anciens combattants. — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires.

Réparation des accidents du travail. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES : Accidents du travail.

Résiliation et révision des baux à loyer. — *Voir* : DROIT CIVIL : Bail.

Retraite et survie. — *Voir* : PENSIONS : Pensions civiles.

Revenus : Contribution nationale de crise. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts directs : a) Contribution de crise; b) Revenus.

Rivières et canaux.

PÊCHE FLUVIALE. — *Voir* : PÊCHE.

Ruanda-Urundi et Tanganyika. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Frontières.

S

S.A.B.E.N.A. — *Voir* : 1^o TRANSPORTS : Navigation aérienne; 2^o DROIT COMMERCIAL : Sociétés.

Saisies-arrests. — *Voir* : PROCÉDURE CIVILE.

Salaires. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Travail.

Santé des ouvriers. — *Voir* : TRAVAIL : Hygiène : Sécurité et santé des ouvriers.

Sécurité et santé des ouvriers. — *Voir* : TRAVAIL : Hygiène.

Seilles. — *Voir* : COMMUNES : Territoires : Liège.

Sénat. — *Voir* : CHAMBRES LÉGISLATIVES.-SÉNAT.

Service exécuté par des Belges dans une armée alliée. — *Voir* : PENSIONS : Pensions militaires.

Service de sauvetage de l'Administration de la Marine : Pension du personnel. (Disposition disjointe du budget des pensions). — *Voir* : PENSIONS : Pensions diverses.

Situation démographique, économique et sociale du pays. — *Voir* : STATISTIQUES.

Société anonyme belge d'Exploitation de la navigation aérienne. — *Voir* : 1^o DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes; 2^o TRANSPORTS : Navigation aérienne.

Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes.

Société intercommunale de la Rive gauche de l'Escaut. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes.

Société intercommunale des voies d'accès à l'aérodrome de Bruxelles. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes.

Société nationale des Chemins de fer belges. — *Voir* : TRANSPORTS : Chemins de fer.

Société nationale de crédit à l'Industrie. — *Voir* : 1^o CAISSE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE, ETC.; 2^o COMMERCE ET INDUSTRIE : Crédit à l'industrie.

Société nationale des distributions d'eau. — *Voir* : DISTRIBUTION D'EAU.

Société nationale de la petite propriété terrienne. — *Voir* : DROIT COMMERCIAL : Sociétés : Griffes.

Spéculations monétaires. — *Voir* : IMPÔTS : Impôts directs : Bénéfices.

Statistiques.

SITUATION DÉMOGRAPHIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder, à des dates à fixer par le Roi, à des investigations statistiques sur la situation démographique, économique et sociale du pays.

S. 1936-1937, n^o 68 : Rapport de M. Vander Stegen.

Strombeek-Bever. — *Voir* : COMMUNES : Territoires : Brabant.

Survie. — *Voir* : PENSIONS : Pensions civiles : Retraite et survie.

T

Tanganyika et Ruanda-Urundi. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Frontières.

Taxe de crise : Exonération. — *Voir* : 1^o PENSIONS : Pensions militaires; 2^o IMPÔTS : Impôts directs : Contribution nationale de crise.

Taxes. — *Voir* : IMPÔTS.

Télégraphes et téléphones.

EMPRUNT DE LA RÉGIE DES TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES. — *Voir* : FINANCES : Dette publique et emprunt.

RÉGIE.

Comptes de prévision. — Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice financier 1937-1938.

- S. 1936-1937, n^o 51 : Projet du Gouvernement.
- — — n^o 142 : Amendement du Gouvernement.
- — — n^o 149 : Rapport de M. De Spot.

Réduction des charges financières. — Projet de loi portant réduction des charges financières de la Régie des Télégraphes et des Téléphones envers l'Etat.

- S. 1936-1937, n^o 150 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- — — n^o 169 : Rapport de M. Laboulle.

Téléphones. — *Voir* : TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

Temps de service. — *Voir* : ARMÉE : Milice.

Titres professionnels : Protection. — *Voir* : DROIT PÉNAL.

Traités de commerce. — *Voir* : AFFAIRES ÉTRANGÈRES : Commerce.

Traitements.

BONIFICATIONS.

Dernier trimestre 1936 et premier trimestre 1937. — Projet de loi relatif à la rétribution des membres de l'Ordre judiciaire, de la Cour des Comptes, du Conseil des Mines, des Déléguations permanentes des Conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur.

- S. 1936-1937, n^o 75 : Rapport de M. Doutrepont.

PERSONNEL DE L'ÉTAT.

Projet de loi relatif aux émoluments du personnel dont la rétribution est fixée par la loi.

- S. 1936-1937, n^o 173 : Rapport de M. Doutrepont.

PERSONNEL DES PROVINCES ET DES COMMUNES.

Projet de loi relatif aux rémunérations et aux pensions à charge des provinces et des communes.

- S. 1936-1937, n^o 258 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

PERSONEL ENSEIGNANT.

Suppléments de direction, augmentations, etc. — Projet de loi modifiant les arrêts-lois, n^o 173, du 18 juin 1935 et n^o 211, du 27 novembre 1935, et complétant l'article 31b de la loi organique de l'enseignement primaire.

- S. 1936-1937, n^o 199 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.
- — — n^o 235 : Rapport de M. Van Roosbroek.

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS.

Réduction à 15 p. c. — Projet de loi ramenant à partir du 1^{er} janvier 1937, de 20 à 15 p. c., la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas de charges réelles.

S. 1936-1937, n° 159 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 174 : Rapport de M. Doutrepoint.

Réduction à 10 p. c. — Projet de loi ramenant à partir du 1^{er} juillet 1937, de 15 à 10 p. c., la réduction dont sont frappées les indemnités qui ne couvrent pas des charges réelles.

S. 1936-1937, n° 269 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 283 : Rapport de M. Doutrepoint.

Transit des marchandises. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Licences.

Transports.

AÉRONAUTIQUE. — Voir plus loin : NAVIGATION AÉRIENNE.

CHEMINS DE FER (S. N.).

Emprunts : Bons garantis. — Projet de loi relatif au remboursement anticipatif des Bons garantis 5 p. c. à cinq ans, émis par la Société Nationale des Chemins de fer belges.

S. 1936-1937, n° 119 : Rapport de M. Coenen.

Emprunts pour l'aménagement des gares du Nord et du Midi. — Projet de loi autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 150,000,000 de francs pour couvrir sa participation aux dépenses d'aménagement des gares de Bruxelles-Nord et de Bruxelles-Midi.

S. 1936-1937, n° 268 : Rapport de M. le comte de la Barre d'Erquennes.

Emprunt : Restitution d'actions privilégiées. — Projet de loi portant restitution au Trésor des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer belges, 2^e série, faisant partie de la dotation de l'Office de liquidation des interventions de crise en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal n° 292 du 31 mars 1936.

S. 1936-1937, n° 280 : Rapport de M. Logen.

Jonction Nord-Midi. — Projet de loi relatif au compte de prévision de l'Office National pour l'Achèvement de la Jonction Nord-Midi pour l'exercice 1937.

S. 1936-1937, n° 134 : Rapport de M. le comte de la Barre d'Erquennes.

CHEMINS DE FER VICINAUX.

Projet de loi relatif à la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.

S. 1936-1937, n° 151 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — n° 168 : Rapport de M. Laboulle.

JONCTION NORD-MIDI. — Voir plus haut : CHEMINS DE FER.

NAVIGATION AÉRIENNE.

Conseil d'enquête aéronautique. — Projet de loi instituant un Conseil d'enquête aéronautique.

S. 1936-1937, n° 274 : Projet du Gouvernement.

Réglementation. — Projet de loi portant révision de la loi du 1^{er} novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne.

S. 1936-1937, n° 192 : Amendements du Gouvernement.

— — n° 203 : Rapport de M. le comte de la Barre d'Erquennes.

S.A.B.E.N.A. — Projet de loi portant prorogation temporaire des dispositions réglant les modalités de l'assistance financière de l'Etat et de la Colonie à la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (S.A.B.E.N.A.).

S. 1936-1937, n° 273 : Projet du Gouvernement.

OFFICE NATIONAL POUR L'ACHÈVEMENT DE LA JONCTION NORD-MIDI. — Voir plus haut : CHEMINS DE FER.

Travail.

Voir aussi : AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voir : ASSURANCES SOCIALES : Accidents du travail.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Extension. — Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs indépendants. (Adopté sous le titre : Projet de loi étendant les allocations familiales aux employeurs et non-salariés).

S. 1936-1937, n° 155, : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

— — — n° 213 : Rapport de M^{lle} Baers.

Prescription en matière sociale. — Voir : ASSURANCES SOCIALES : Prescription.

CONGÉS PAYÉS.

Marins. — Voir : AFFAIRES ETRANGÈRES : Marine : Conventions.

DURÉE DU TRAVAIL.

Durée du travail à bord des navires. — Voir : AFFAIRES ETRANGÈRES : Marine : Conventions.

Journée de huit heures. — Projet de loi étendant la journée de huit heures au personnel d'infirmerie des établissements hospitaliers publics et privés ainsi que des cliniques.

S. 1936-1937, n° 244 : Rapport de M. De Clercq, J.-J.

HYGIÈNE.

Sécurité et santé des ouvriers. — Projet de loi modifiant la loi du 2 juillet 1899 concernant la sécurité et la santé des ouvriers dans les entreprises industrielles et commerciales.

S. 1936-1937, n° 204 : Rapport de M. Roland.

OUVRIERS MINEURS. — Voir : ASSURANCES SOCIALES.

SALAIRES. — Voir : AFFAIRES ETRANGÈRES : Travail.

SÉCURITÉ ET SANTÉ DES OUVRIERS. — Voir plus haut : HYGIÈNE.

TRAVAIL DES FEMMES. — Voir : AFFAIRES ETRANGÈRES : Travail.

VERRERIES.

Projet de loi instituant le régime des quatre équipes dans les verreries à vitres automatiques.

S. 1936-1937, n° 61 : Rapport de M. Mertens.

Travailleurs indépendants. — Voir : TRAVAIL : Allocations familiales.

Travaux exécutés pour compte de l'Etat. — Voir : FINANCES : Comptabilité de l'Etat : Créances sur l'Etat belge.

Tribunaux. — Voir : ORGANISATION JUDICIAIRE.

Tschécoslovaquie. — Voir : AFFAIRES ETRANGÈRES : Commerce.

Tuberculeux de la guerre. — Voir : PENSIONS : Pensions militaires.

U

Universités de l'Etat. — Voir : ENSEIGNEMENT : Enseignement supérieur.

V

Vacance de mandat. — Voir : DROIT PUBLIC : Elections législatives : Elections partielles.

Vente au détail. — Voir : COMMERCE ET INDUSTRIE : Magasins.

Verreries à vitres automatiques. — Voir : 1° TRAVAIL : Durée du travail; 2° AFFAIRES ETRANGÈRES : Travail : Durée du travail.

Viandes et autres produits d'origine animale. — Voir : AFFAIRES ETRANGÈRES : Hygiène.

Victimes civiles. — *Voir* : GUERRE.

Vieillesse et décès prématuré. — *Voir* : ASSURANCES SOCIALES.

Volontaires belges pour une armée étrangère. — *Voir* : 1^o ARMÉE : Milice : Recrutement, etc.; 2^e DROIT PÉNAL : Recrutement.

W

Wemmel : Limites. — *Voir* : COMMUNES : Territoires : Brabant.